

Moniteur belge à l'exception des articles 50 et 51 qui produisent leurs effets le 2 août 2000, sauf pour les chefs de corps visés à l'article 58bis, 2°, du Code judiciaire, pour lesquels ces deux articles produisent leurs effets le 1^{er} avril 2000.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—————
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 50-2107/1. — Amendements, n°s 50-2107/2 à 8. — Rapport, n° 50-2107/9. — Texte adopté par la commission; n° 50-2107/10.

Compte rendu intégral : 13 mars 2003.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre, n° 2-1537/1. — Amendements, n° 2-1537/2. — Rapport, n° 2-1537/3. — Texte corrigé par la commission, n° 2-1537/4. — Amendements redéposés après l'approbation du rapport, n° 2-1537/5. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 2-1537/6.

Annales du Sénat : 3 avril 2003.

de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad* en met uitzondering de artikelen 50 en 51 die uitwerking hebben met ingang van 2 augustus 2000 behoudens voor de korpschefs bedoeld in artikel 58bis, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek voor wie deze beide artikelen uitwerking hebben met ingang van 1 april 2000.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—————
Nota's

(1) *Zitting 2002-2003.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 50-2107/1. — Amendementen, nr. 50-2107/2 tot 8. — Verslag, nr. 50-2107/9. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 50-2107/10.

Integraal verslag : 13 maart 2003.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer, nr. 2-1537/1. — Amendementen, nr. 2-1537/2. — Verslag, nr. 2-1537/3. — Tekst verbeterd door de commissie, nr. 2-1537/4. — Amendementen opnieuw ingediend na de goedkeuring van het verslag, nr. 2-1537/5. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachting voorgelegd, nr. 2-1537/6.

Handelingen van de Senaat : 3 april 2003.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 2199

[2003/09468]

3 MAI 2003. — **Loi modifiant la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes et antiseptiques (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives*

Art. 2. L'intitulé de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques est remplacé par l'intitulé suivant :

« Loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes. »

Art. 3. L'article 1^{er} de la même loi, modifié par les lois des 11 mars 1958, 1^{er} juillet 1976 et 14 juillet 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, réglementer et surveiller, dans l'intérêt de l'hygiène et de la santé publique, l'importation, l'exportation, le transit, la fabrication, la conservation, c'est-à-dire le stockage dans les conditions requises, l'étiquetage, le transport, la détention, le courtage, la vente et l'offre en vente, la délivrance et l'acquisition, à titre onéreux ou à titre gratuit, des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques ainsi que la culture des plantes dont ces substances peuvent être extraites.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 2199

[2003/09468]

3 MEI 2003. — **Wet tot wijziging van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen, hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 2. Het opschrift van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen. »

Art. 3. Artikel 1 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 11 maart 1958, 1 juli 1976 en 14 juli 1994, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, in het belang van de hygiëne, de openbare gezondheid, de invoer, de uitvoer, de doorvoer, de vervaardiging, de bewaring, dit wil zeggen de opslag onder de vereiste voorwaarden, de etikettering, het vervoer, het bezit, de makelarij, de verkoop en het te koop stellen, het afleveren of het aanschaffen, tegen betaling of kosteloos, van giftstoffen, slaapmiddelen, verdovende middelen, ontsmettingsmiddelen en antiseptica alsook de teelt van planten waaruit deze stoffen kunnen worden getrokken, regelen en daarover toezicht houden.

Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, a les mêmes pouvoirs en ce qui concerne les substances psychotropes, autres que des substances stupéfiantes et soporifiques, susceptibles d'engendrer une dépendance.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, exercer également les mêmes pouvoirs en ce qui concerne des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes. »

Art. 4. A l'article 1^{er} *bis*, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 22 juillet 1974, les mots « Le Gouvernement » sont remplacés par les mots « Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, ».

Dans le texte néerlandais du deuxième alinéa de cet article, le mot « Zij » est remplacé par le mot « Hij ».

Art. 5. A l'article 1^{er} *ter* de la même loi, inséré par la loi du 14 juillet 1994, le mot « francs » est remplacé par le mot « EUR ».

Art. 6. A l'article 2 de la même loi, remplacé par la loi du 14 juillet 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1°, le mot « francs » est remplacé par le mot « EUR »;

2° au 2°, le mot « francs » est remplacé par le mot « EUR ».

Art. 7. A l'article 2 *bis* de la même loi, inséré par la loi du 9 juillet 1975 et modifié par la loi du 14 juillet 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « en fonction des distinctions visées à l'alinéa 2 et des catégories établies par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, » sont insérés entre les mots « seront punies » et « d'un emprisonnement », et les mots « ou de l'une de ces peines seulement » sont supprimés;

2° au § 1^{er}, le mot « francs » est remplacé par le mot « EUR »;

3° le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, établir des distinctions entre les substances énumérées dans la liste visée à l'alinéa 1^{er}. »;

4° au § 5, le mot « francs » est remplacé par le mot « EUR ».

Art. 8. Un article 2 *quater*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 2 *quater*. Les infractions aux dispositions du règlement (CEE) n° 3677/90 du Conseil du 13 décembre 1990 relatif aux mesures à prendre afin d'empêcher le détournement de certaines substances pour la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes et des règlements en portant application ainsi que les infractions aux dispositions de la présente loi et des arrêtés pris en exécution de celle-ci concernent les substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes, sont punies :

1° conformément aux articles 231, 249 à 253 et 263 à 284 de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977, quand l'infraction ou la tentative d'infraction est commise lors du placement de marchandises sous un régime douanier ou de leur réexportation hors du territoire douanier de la Communauté, au sens de l'article 4, 15, du Code des douanes communautaire, établi par le règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil du 12 octobre 1992. Il faut entendre par tentative d'infraction l'expédition, le transport ou la détention de substances dans le but manifeste de les placer sous régime douanier ou de les réexporter hors du territoire douanier de la Communauté;

2° d'une amende de 26 à 500 EUR quand ces infractions concernent l'étiquetage et les règles édictées en exécution de l'article 1^{er} *bis*;

3° d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 1.000 à 5.000 EUR ou de l'une de ces peines seulement quand l'infraction concerne le fait de ne pas remplir ou tenir les documents ou registres, le faire de façon incomplète ou incorrecte, ne pas les conserver suffisamment longtemps et accepter des documents qui sont remplis de façon incomplète ou incorrecte, autres que des documents douaniers;

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, dezelfde bevoegdheden uitoefenen ten aanzien van andere psychotrope stoffen dan verdovende middelen en slaapmiddelen, die afhankelijkheid kunnen teweegbrengen.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, eveneens dezelfde bevoegdheden uitoefenen ten aanzien van stoffen die gebruikt kunnen worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen. »

Art. 4. In artikel 1 *bis*, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 juli 1974, worden de woorden « De Regering is » vervangen door de woorden « De Koning is, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, ».

In de Nederlandse tekst van het tweede lid van dit artikel wordt het woord « Zij » vervangen door het woord « Hij ».

Art. 5. In artikel 1 *ter* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 14 juli 1994, wordt het woord « frank » vervangen door het woord « EUR ».

Art. 6. In artikel 2 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 14 juli 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° wordt het woord « frank » vervangen door het woord « EUR »;

2° in 2° wordt het woord « frank » vervangen door het woord « EUR ».

Art. 7. In artikel 2 *bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 9 juli 1975 en gewijzigd bij de wet van 14 juli 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « naar gelang van het onderscheid gemaakt in het tweede lid en van de categorieën vastgesteld door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad, » ingevoegd tussen de woorden « wordt gestraft » en « met gevangenisstraf », en vervallen de woorden « of met één van die straffen alleen »;

2° in § 1 wordt het woord « frank » vervangen door het woord « EUR »;

3° § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een onderscheid maken tussen de stoffen opgesomd in de lijst bedoeld in het eerste lid. »;

4° in § 5 wordt het woord « frank » vervangen door het woord « EUR ».

Art. 8. In dezelfde wet wordt een artikel 2 *quater* ingevoegd, luidende :

« Art. 2 *quater*. Overtredingen van de bepalingen van verordening (EEG) nr. 3677/90 van de Raad van 13 december 1990 houdende maatregelen om te voorkomen dat bepaalde stoffen worden misbruikt voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen en van de ter uitvoering ervan uitgevaardigde verordeningen, alsook de overtredingen op de bepalingen van deze wet en van de krachtens deze wet uitgevaardigde koninklijke besluiten met betrekking tot de stoffen die gebruikt kunnen worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen, worden gestraft :

1° overeenkomstig de artikelen 231, 249 tot 253 en 263 tot 284 van de algemene wet inzake douane en accijnzen van 18 juli 1977, wanneer het misdrijf of de poging tot misdrijf gepleegd wordt bij het plaatsen van goederen onder een douaneregeling of bij wederuitvoer van goederen uit het douanegebied van de Gemeenschap zoals bedoeld in artikel 4, 15, van het Communautair Douanewetboek vastgesteld bij verordening (EEG) nr. 2913/92 van de Raad van 12 oktober 1992. Onder poging tot misdrijf wordt verstaan het verzenden, het transport of het houden van stoffen met het kennelijke doel ze onder een douaneregeling te plaatsen of ze weder uit te voeren uit het douanegebied van de Gemeenschap;

2° met geldboete van 26 tot 500 EUR wanneer deze misdrijven de etikettering en de regels vastgesteld op grond van artikel 1 *bis*, betreffen;

3° met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van 1.000 tot 5.000 EUR of met één van die straffen alleen, wanneer het misdrijf het niet invullen of bijhouden van documenten of registers betreft, het onvolledig of onjuist opstellen, het niet voldoende lang bijhouden en het aanvaarden van onvolledig of onjuist ingevulde documenten, andere dan douanedocumenten;

4° d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 3.000 à 10.000 EUR ou de l'une de ces peines seulement quand l'infraction concerne :

— l'accomplissement d'activités de fabrication, d'utilisation, d'entreposage, de courtage, de mise sur le marché, de commerce, d'importation, d'exportation ou de mise en transit sans en avoir obtenu l'autorisation ou l'autorisation ou sans avoir fait de notification ou avoir pratiqué ces activités sans qu'elles soient visées dans l'autorisation ou l'agrément ou pour lesquelles il n'a pas été fait de notification, à l'exception des infractions visées au 1°;

— la vente ou l'expédition sans en avoir adéquatement averti le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, lorsque cet avertissement est requis par l'article 16 de l'arrêté royal du 26 octobre 1993 fixant des mesures afin d'empêcher le détournement de certaines substances pour la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes;

— la mise à la disposition de substances à des personnes autres que celles auxquelles cette mise à disposition est permise. »

Art. 9. A l'article 3 de la même loi, remplacé par la loi du 9 juillet 1975 et modifié par les lois des 17 novembre 1998 et 22 août 2002, le § 1^{er} est abrogé.

Art. 10. A l'article 4 de la même loi, remplacé par la loi du 9 juillet 1975 et modifié par les lois des 14 juillet 1994 et 17 novembre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « 2, 2°, 2bis et 3 » sont remplacés par les mots « 2, 2°, 2bis, 2quater et 3 »;

2° au § 3, les mots « 2, 2°, 2bis et 3 » sont remplacés par les mots « 2, 2°, 2bis, 2quater et 3 »;

3° au § 5, le mot « francs » est remplacé par le mot « EUR »;

4° au § 6, les mots « 2, 2°, 2bis et 3 » sont remplacés par les mots « 2, 2°, 2bis, 2quater et 3 ».

Art. 11. A l'article 6 de la même loi, remplacé par la loi du 9 juillet 1975, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les mots « 2bis et 3 » sont remplacés par les mots « 2bis, 2quater et 3 »;

2° à l'alinéa 4, les mots « 2bis et 3 » sont remplacés par les mots « 2bis, 2quater et 3 ».

Art. 12. A l'article 7 de la même loi, remplacé par la loi du 9 juillet 1975 et complété par l'arrêté royal du 22 février 2001, sont apportées les modifications suivants :

1° au § 1^{er}, les mots « du règlement (CEE) n° 3677/90 du Conseil du 13 décembre 1990 relatif aux mesures à prendre afin d'empêcher le détournement de certaines substances pour la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes et des règlements en portant application, et » sont insérés entre les mots « l'application » et « de la présente loi »;

2° au § 3, dernier alinéa, les mots « en groupe » sont remplacés par les mots « en présence de mineurs d'âge ».

Art. 13. A l'article 8 de la même loi, remplacé par la loi du 9 juillet 1975, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, le mot « francs » est remplacé par le mot « EUR »;

2° au § 2, le mot « francs » est remplacé par le mot « EUR »;

3° au § 2, les mots « ou à l'article 2quater » sont insérés après les mots « à l'article 2bis ».

Art. 14. L'article 9 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Les personnes qui ont, en vue de leur consommation personnelle, illégalement fabriqué, acquis ou détenu des substances visées à l'article 2bis, § 1^{er}, peuvent bénéficier des dispositions de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis ou la probation, même si elles ne remplissent pas les conditions prévues aux articles 3 et 8 de la loi précitée, relatives aux condamnations antérieures qu'elles auraient encourues, nonobstant les dispositions prévues à l'article 65, alinéa 1^{er}, du Code pénal.

4° met gevangenisstraf van twee tot vijf jaar en met geldboete van 3.000 tot 10.000 EUR of met een van die straffen alleen, wanneer het misdrijf betrekking heeft op :

— het verrichten van activiteiten die betrekking hebben op de vervaardiging, het gebruik, het opslaan, de makelarij, het in de handel brengen, de handel, de invoer, de uitvoer of de doorvoer zonder daartoe de erkenning of de vergunning te hebben verkregen of zonder kennisgeving te hebben gedaan of één van deze activiteiten te hebben verricht zonder dat zij opgenomen zijn in de vergunning of de erkenning of waarvoor er geen kennisgeving is gedaan, met uitzondering van de misdrijven bedoeld onder 1°;

— de verkoop of het verzenden zonder op correcte wijze de minister die voor Volksgezondheid is bevoegd, ervan verwittigd te hebben, wanneer deze verwittiging vereist wordt door artikel 16 van het koninklijk besluit van 26 oktober 1993 houdende maatregelen om te voorkomen dat bepaalde stoffen worden misbruikt voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen;

— het ter beschikking stellen van stoffen aan andere personen dan degenen aan wie ze ter beschikking mogen worden gesteld. »

Art. 9. In artikel 3 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 9 juli 1975 en gewijzigd bij de wetten van 17 november 1998 en 22 augustus 2002, wordt § 1 opgeheven.

Art. 10. In artikel 4 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 9 juli 1975 en gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1994 en 17 november 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « 2, 2°, 2bis en 3 » vervangen door de woorden « 2, 2°, 2bis, 2quater en 3 »;

2° in § 3 worden de woorden « 2, 2°, 2bis en 3 » vervangen door de woorden « 2, 2°, 2bis, 2quater en 3 »;

3° in § 5 wordt het woord « frank » vervangen door het woord « EUR »;

4° in § 6 worden de woorden « 2, 2°, 2bis en 3 » vervangen door de woorden « 2, 2°, 2bis, 2quater en 3 ».

Art. 11. In artikel 6 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 9 juli 1975, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, worden de woorden « 2bis en 3 » vervangen door de woorden « 2bis, 2quater en 3 »;

2° in het vierde lid, worden de woorden « 2bis en 3 » vervangen door de woorden « 2bis, 2quater en 3 ».

Art. 12. In artikel 7 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 9 juli 1975 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden tussen de woorden « de toepassing » en de woorden « van deze wet » de woorden « van de verordening (EEG) nr. 3677/90 van de Raad van 13 december 1990 houdende maatregelen om te voorkomen dat bepaalde stoffen worden misbruikt voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen en van de desbetreffende ter uitvoering ervan genomen verordeningen, en » ingevoegd;

2° in § 3, laatste lid, worden de woorden « in groep » vervangen door de woorden « in aanwezigheid van minderjarigen ».

Art. 13. In artikel 8 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 9 juli 1975, worden de volgende wijzigingen aangebracht;

1° in § 1 wordt het woord « frank » vervangen door het woord « EUR »;

2° in § 2 wordt het woord « frank » vervangen door het woord « EUR »;

3° in § 2 worden de woorden « of in artikel 2quater » ingevoegd tussen de woorden « in artikel 2bis en de woorden « vermelde stoffen ».

Art. 14. Artikel 9 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. Eenieder die de in artikel 2bis, § 1, genoemde stoffen, met het oog op eigen gebruik, op onwettige wijze vervaardigt, verkrijgt of onder zich heeft, kan in aanmerking komen voor de toepassing van de bepalingen van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, zelfs indien hij niet voldoet aan de bij de artikelen 3 en 8 van laatstgenoemde wet gestelde voorwaarden met betrekking tot vroegere veroordelingen die hij mocht hebben opgelopen, zulks onverminderd de bepalingen van artikel 65, eerste lid, van het Strafwetboek.

Les dispositions de l'alinéa 1^{er} s'appliquent également aux personnes qui ont, en vue de leur consommation personnelle, à titre gratuit ou onéreux, facilité l'usage à autrui, vendu ou offert en vente des substances précitées, sauf si ces infractions sont accompagnées des circonstances aggravantes visées à l'article 2bis, § 2, b), §§ 3 et 4. »

Art. 15. A l'article 10, § 2, de la même loi, inséré par la loi du 14 juillet 1994, le mot « francs » est remplacé par le mot « EUR ».

Art. 16. Un article 11 rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 11. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 40 de la loi sur la fonction de police du 5 août 1992, en cas de constatation de détention, par un majeur, d'une quantité de cannabis à des fins d'usage personnel, qui n'est pas accompagné de nuisances publiques ou d'usage problématique, il ne sera procédé qu'à un enregistrement policier.

§ 2. On entend par usage problématique : un usage qui s'accompagne d'un degré de dépendance qui ne permet plus à l'utilisateur de contrôler son usage, et qui s'exprime par des symptômes psychiques ou physiques.

§ 3. On entend par nuisances publiques : les nuisances publiques visées à l'article 135, § 2, 7°, de la nouvelle loi communale. Conformément à l'article 3.5.g de la Convention de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, est considérée comme une nuisance publique, la détention de cannabis commise dans une institution pénitentiaire, dans un établissement scolaire ou dans les locaux d'un service social, ainsi que dans leur voisinage immédiat ou dans d'autres lieux fréquentés par des mineurs d'âge à des fins scolaires, sportives ou sociales. »

CHAPITRE III. — *Disposition abrogatoire*

Art. 17. L'article 9 de la loi du 9 juillet 1975 modifiant la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, est abrogé.

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

Art. 18. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Ministre de la Santé publique,
J. TAVERNIER

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—
Note

(1) *Session 2001-2002.*

Chambre des représentants;

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 50-1888/1.

Session 2002-2003.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Amendements, n°s 50-1888/2 et 3. — Rapport, n° 50-1888/4. — Texte adopté par la commission, n° 50-1888/5. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 50-1888/6.

Compte rendu intégral. 12 et 13 février 2003.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet évoqué par le Sénat, n° 2-1475/1. Amendements, n° 2-1475/2. — Rapport, n° 2-1475/3. — Texte corrigé par la commission, n° 2-1475/4. Amendements, n° 2-1475/5. — Décision de ne pas amender, n° 2-1475/6.

Annales du Sénat : 27 mars 2003.

De bepalingen van het eerste lid zijn ook van toepassing op personen die, met het oog op eigen gebruik, kosteloos of tegen betaling het gebruik voor anderen hebben vergemakkelijkt, voornoemde stoffen hebben verkocht of te koop aangeboden, behalve indien deze misdrijven gepaard gaan met de verzwarende omstandigheden bedoeld in artikel 2bis, § 2, b), §§ 3 en 4. »

Art. 15. In artikel 10, § 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 14 juli 1994, wordt het woord « frank » vervangen door het woord « EUR ».

Art. 16. In dezelfde wet wordt een artikel 11 ingevoegd, luidende als volgt :

« Art. 11. § 1. In afwijking van het bepaalde in artikel 40 van de wet op het politieambt van 5 augustus 1992, wordt in geval van de vaststelling van het bezit door een meerderjarige van een gebruikershoeveelheid van cannabis dat niet vergezeld gaat met openbare overlast of met problematisch gebruik, slechts tot registratie door de politie overgegaan.

§ 2. Onder problematisch gebruik wordt verstaan : gebruik dat gepaard gaat met een graad van verslaving die de gebruiker niet langer de mogelijkheid biedt zijn gebruik te controleren en dat zich uit door psychische en lichamelijke symptomen.

§ 3. Onder openbare overlast wordt verstaan : de openbare overlast bedoeld in artikel 135, § 2, 7°, van de nieuwe gemeentewet. Overeenkomstig artikel 3.5.g van het Verdrag van 1988 tegen de sluikhandel in verdovende middelen en psychotrope stoffen wordt als openbare overlast beschouwd het bezit van cannabis in een strafinrichting, in een opvoedingsinstituut of in het gebouw van een maatschappelijke instelling of in hun onmiddellijke omgeving, of op andere plaatsen waar minderjarigen samenkomen voor onderwijs, sport en andere gezamenlijke bezigheden. »

HOOFDSTUK III. — *Opheffingsbepaling*

Art. 17. Artikel 9 van de wet van 9 juli 1975 tot wijziging van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

Art. 18. Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Volksgezondheid,
J. TAVERNIER

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—
Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 50-1888/1.

Zitting 2002-2003.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Amendementen, nrs. 50-1888/2 en 3. — Verslag, nr. 50-1888/4. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 50-1888/5. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 50-1888/6.

Integraal verslag. 12 en 13 februari 2003.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, nr. 2-1475/1. — Amendementen, nr. 2-1475/2. — Verslag, nr. 2-1475/3. Tekst verbeterd door de commissie, nr. 2-1475/4. Amendementen, nr. 2-1475/5. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 2-1475/6.

Handelingen van de Senaat : 27 maart 2003.